Serbie : protection des droits nationaux et politiques et avenir commun du peuple serbe

Description

Le 8 juin était convoquée à Belgrade l'Assemblée panserbe, une entité regroupant des représentants des gouvernements des Serbes de Serbie, de RS et présidée par Aleksandar Vucic, le chef de l'État de la Serbie et Milorad Dodik, dirigeant de la République serbe de Bosnie. Elle se tenait dans un contexte tendu après le vote de la résolution sur Srebrenica à l'Assemblée générale de l'ONU, le 23 mai.

Afin de dénoncer cette décision des Nations Unies qui *« blâme collectivement l'ensemble du peuple serbe, ce qui est inacceptable »*, un texte commun, la *« Déclaration sur la protection des droits nationaux et politiques et sur l'avenir commun du peuple serbe »*, a été adopté par l'Assemblée panserbe. Ce document comporte 49 points et critique le choix « inapproprié » de nommer un Haut Représentant international en Bosnie-Herzégovine, précisant que le territoire de la RS ne peut être « aliéné » en dehors de la Constitution et des lois de RS – ce qui revient à rejeter la supériorité des lois de l'entité de Bosnie-Herzégovine.

Il est également rappelé que l'amitié entre Belgrade et Banja Luka doit être préservée. L'assemblée recommande ainsi l'harmonisation des programmes d'enseignement de Serbie et de RS. L'Église orthodoxe serbe est désignée comme l'un des « *piliers de l'identité nationale, culturelle et spirituelle du peuple serbe* ».

Au plan international, les deux pays revendiquant leur politique de neutralité militaire, un positionnement qui leur permet de prendre une nouvelle fois leurs distances avec la position occidentale vis-à-vis de la guerre d'invasion de l'Ukraine.

Sur le dossier du Kosovo, les participants maintiennent que ce territoire est une « *partie inaliénable de la Serbie* » et « *l'un des déterminants de l'identité nationale des Serbes* ».

Malgré ce positionnement et un discours ciblant l'ONU, le texte n'est pas en opposition totale avec le monde occidental, car l'adhésion au sein de l'Union européenne reste définie comme un objectif stratégique. Il s'agit sans nul doute là de l'influence d'A. Vucic, qui souhaite préserver le statut de candidat à l'adhésion de son pays. Ce positionnement aurait déçu M. Dodik. C'est ce qu'avance *European Pravda*, qui affirme que le dirigeant bosno-serbe « *n'a pas trouvé de soutien à son projet de séparatisme* ». Or, celui-ci a promis de présenter d'ici un mois une véritable feuille de route pour un plan de sécession de la Bosnie-Herzégovine.

Sources : *Slobodna Evropa, Danas, European Pravda, Slobodna Bosna.*

date créée
28/06/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre